

3. Des cas d'intimidation sont aussi légion à l'endroit des acteurs politiques en général et de la société civile en particulier. En effet :

- Selon des sources concordantes, des listes des Leaders de la Société civile à éliminer seraient élaborées et régulièrement mises à jour par des services secrets ;
- Des Leaders de la Société civile reçoivent des menaces téléphoniques ou des tracts ;
- Des discours de certaines autorités publiques assimilent faussement les activistes de la société civile aux opposants politiques.

4. Parallèlement à ce tableau sombre s'ajoutent d'autres situations inquiétantes, entre autres :

- La chasse aux albinos
- Les entraînements paramilitaires dont les cas de Kirundo et Makamba en sont une illustration concrète ;
- Le laxisme et/ou l'incompétence des services de sécurité en matière d'enquête et de protection de la population ;
- L'instrumentalisation de la justice ;
- L'impunité des crimes.

5. Le paroxysme de l'insécurité vient d'être atteint par l'assassinat odieux, sauvage et ignominieux de notre confrère Ernest MANIRUMVA, Vice Président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques « OLUCOME » dans la nuit du 8 au 9 avril 2009 à son domicile après avoir été contraint par le groupe de meurtriers à leur montrer des documents qu'ils cherchaient à son bureau et chez lui pendant environ trois heures.

6. Ces organisations prennent acte de la mise en place d'une Commission d'enquête Ad hoc mise en place par la Direction Générale de la Police Nationale le 10 avril 2009. Cependant, l'expérience a prouvé que ce genre d'enquêtes n'aboutit jamais. L'opinion nationale et internationale se rappelle que les enquêtes sur les cas suivants n'ont jamais abouti. C'est notamment le cas du Docteur Kassie Manlan alors Représentant de l'OMS, de Luis Zuniga alors Représentant de l'UNICEF, Nimubona Samuel ancien Représentant Légal de l'Association « Ministère du Réveil en Afrique », du Nonce Apostolique Michael Courtney, d'Agnès Bury de l'ACF, des victimes de Muyinga et Kinama, des Victimes Banyamulenge de Gatumba et d'autres laissés en silence.

7. Les associations signataires de la présente lettre rappellent que :

- La société civile constitue la voix des sans voix et sont de ce fait des partenaires du Gouvernement pour la paix et le développement socio-économique du pays ;
- La sécurité des personnes et des biens est une obligation du Gouvernement conformément à la Constitution de la République du Burundi et d'autres textes internationaux qu'il a ratifiés.

A collection of approximately 15 handwritten signatures in black ink, arranged in two rows. The signatures are highly stylized and vary in length and complexity, representing the various associations mentioned in the text.